



Janvier 2020 Tous ensemble, POUR LE RETRAIT DU PROJET DE REFORME DE RETRAITES PAR POINTS !

Au vu de la situation revendicative exceptionnelle de cette fin d'année 2019, la section CGT Finances publiques 35 a considéré urgent de réunir ses instances dès le début 2020, cette réunion a eu lieu lundi 6 décembre.

Mais tout d'abord, il nous semble important de faire le point sur la situation.

Une mobilisation pour le retrait du projet de réforme de retraite par points d'ampleur historique:

La journée de grève et de manifestations du 5 décembre a été historique: taux de grève de 42% à la DRFiP 35 (40% au plan national) avec 30 structures fermées
Les manifestations du 5 ont réuni plus de 1,5 million de manifestants répartis sur plus de 250 manifestations, avec 15.000 manifestants à Rennes, 2.000 à Saint Malo, 1500 à Redon, 500 à Fougères.

Les manifestations du 10 et 12 décembre ont réunis à nouveau des milliers de manifestants à Rennes, avec de nombreux agents des Finances publiques du 35.

Le 17 décembre, à Rennes, la manifestation a été encore plus puissante que celle du 5 décembre avec 18.000 manifestants.

Environ 50 collègues, avec des retraités, étaient présents dans le cortège derrière la banderole CGT Finances publiques 35. A Saint Malo: 1500 manifestants avec un cortège unitaire finances publiques de plus de 20 agents et 10 retraités (8 % de grévistes à la DRFiP 35).

Alors que le président Macron demandait, en accord avec certains syndicats, une «trêve de Noël», dans les AG des cheminots et de la RATP, les personnels en ont décidé

autrement et ont reconduit avec une détermination sans faille le mouvement de grève. Ce puissant mouvement s'avère un des plus longs de notre histoire sociale d'après guerre. La CGT y est pour beaucoup.

Afin de diviser les travailleurs du privé et du public, le gouvernement tente de faire croire qu'il ne s'agirait que d'une affaire de régimes spéciaux. **Ceux-ci constituent en fait un alibi pour réformer par le bas l'ensemble du système de retraite, avec le nouveau système universel par points.** Dans le public comme dans le privé, toute la carrière serait désormais prise en compte. La référence aux 25 meilleures années pour le privé et aux six derniers mois dans le public disparaîtrait. Seuls compteraient les points accumulés durant la vie active. **On voit mal comment le niveau des pensions pourrait ne pas baisser !**

Les mensonges du gouvernement et de sa majorité de godillots ne passent plus ! C'est pour cela que des millions de travailleurs et de travailleuses se mobilisent. Les trop nombreux médias au diapason du gouvernement prétendent que seuls les agents de la RATP et de la SNCF seraient en grève. C'est faux: dans l'énergie, les raffineries, les ports et docks, l'enseignement, la santé, chez les pompiers, à la BNF, à l'Opéra de Paris, dans le secteur privé... **la mobilisation est forte, la grève est suivie, et les agents des Finances publiques ont pris leur part au mouvement engagé.**

Le gouvernement est sur la défensive. Après les promesses faites aux policiers, aux militaires, aux pilotes de ligne, aux contrôleurs aériens, aux marins pêcheurs, aux salariés de l'Opéra de Paris (rejetées par ces derniers), de garder un régime dérogatoire, à qui le tour ? **La fin des régimes spéciaux brandie comme un étendard de justice sociale se fissure et laisse apparaître de manière de plus en plus évidente les vraies motivations de cette réforme: faire baisser pour tous le montant des pensions et développer un système par capitalisation au profit des**

grands groupes d'assurance et des fonds de pensions. soutien financier. La plus grande discrétion sera de rigueur.

A ce sujet, après la démission du ministre Jean-Paul Delevoye, qui était directement en lien avec les professionnels de l'Assurance, on découvre le nom du patron de la branche française du géant US de Finance Blackrock dans la liste des distingués au grade d'officier de la Légion d'Honneur du 1er janvier 2020. Comment, dans ces conditions, ne pas faire le lien entre la volonté de mettre en place un système de retraite par points et la collusion du président avec les fonds de pension, en particulier Blackrock, dont il a personnellement rencontré le dirigeant en juillet 2019 ?

Retenues de grève: La CGT est intervenue auprès de la Direction pour demander l'étalement du prélèvement des retenues de grève. La Direction doit revenir rapidement vers nous sur le sujet.

Selon l'expression consacrée, lors de ses vœux du 31 décembre, le même président est resté «*droit dans ses bottes*». Il demande au premier ministre de trouver un compromis immédiat, autour d'un projet rejeté depuis des semaines par un mouvement de grèves sans précédent, majoritairement soutenu par la population, comme le démontrent les innombrables témoignages et actes de soutien à la lutte.

Solidarité Financière

Pour les cheminots en grève: le bureau CGT réuni le 6 janvier a décidé d'apporter un soutien financier aux cheminots du département en grève depuis 1 mois.

Pour les agents des Finances publiques de la DRFiP 35: L'année 2019 a rudement engagé les agents des Finances publiques avec la lutte contre le plan Darmanin. Par ailleurs, nous savons que certains agents, dans le département, ont enchaîné depuis le mois de décembre plusieurs jours de grève, et peuvent se trouver dans une situation qui ne leur permet pas de poursuivre la mobilisation appelée en ce début 2020.

Nous proposons donc aux agents qui estiment être en difficulté pour poursuivre le mouvement en janvier, de se rapprocher de la section, nous leur apporterons un

Audience avec le nouveau DRFIP
Le nouveau DRFIP, M Hugues Sied-Charreton (ex DDFiP de la Moselle), a demandé à recevoir la CGT lundi 6 janvier. Attachée au dialogue social, la CGT n'y est pas opposée, mais au vu de l'actualité revendicative, le bureau a décidé de lui proposer de le rencontrer la semaine prochaine, afin de lui faire état de la situation des services et de lui faire état de nos revendications.

Concernant le CTL Suppressions d'emplois (encore -25 en 2020) la CGT, conformément à sa position traditionnelle sur le sujet, refuse de prendre part à une discussion qui engage l'administration à aggraver encore la situation catastrophique des agents dans les services, il faut arrêter le massacre !

Dans sa déclaration du 2 janvier «*Tous ensemble, pour gagner, étendons et intensifions la Grève*», la CGT appelle à partir du lundi 6 janvier, à être de plus en plus nombreux à rejoindre la mobilisation, à nous mettre en grève, à décider sa reconduction en assemblée générale».

TOUS EN GREVE JEUDI 9 JANVIER !

**RDV en AG le 9 janvier à
Rennes Magenta à 10 h avant
la manifestation**

-Pour le retrait du projet gouvernemental de système universel de retraite par points,
-Pour le retrait de la loi de transformation de la Fonction Publique,
-Contre le NRP 35 et pour le retrait du plan Darmanin.